

Ouïghours: la Chine reconnaît le recours à des camps de rééducation au Xinjiang

Par [RFI](#) Publié le 10-10-2018 Modifié le 11-10-2018 à 10:32

<http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20181010-chine-reconnait-camps-reeducation-xinjiang>



Deux hommes de la minorité musulmane ouïghours discutent dans une rue de Urumqi, la capitale du Xinjiang.

En Chine, une loi a reconnu mardi 9 octobre l'utilisation des camps de rééducation au Xinjiang. Une première.

Avec notre correspondant à Pékin, Stéphane Lagarde

Officiellement, ils n'existaient pas. La Chine a finalement décidé de les légaliser. Dénoncés par les ONG des droits de l'homme, ces centres doivent permettre d'éliminer « *l'extrémisme religieux* », selon les autorités de cette province située dans l'extrême ouest de la Chine.

Impossible de garder plus longtemps le secret autour de ces centres de détention arbitraire au cœur des oasis du far-ouest chinois. Impossible de rester dans le déni autour de ce que le vice-président américain qualifiait la semaine dernière de « *camps du gouvernement* » dans lesquels « *un million de [Ouïghours musulmans](#) subissent un lavage de cerveau permanent* ».

La nouvelle réglementation entrée en vigueur mardi 9 octobre reconnaît donc implicitement que ces centres existent puisqu'elle autorise, dans son article 33, la mise en place de « [centres de formation professionnelle](#) » au niveau des comtés et des districts, afin « *d'éduquer et de transformer les personnes qui ont été influencées par l'extrémisme* » et de « *les aider à transformer leurs pensées et à revenir dans la société ou leurs familles* ».

Campagne « anti-halal »

Cette annonce intervient au lendemain du lancement d'une campagne « anti-halal » au Xinjiang. Sur les réseaux sociaux, des images ont circulé montrant des employés han se photographiant avec un camarade ouïghour à la cantine, la légende précisant que celui-ci « *mange du porc pour la première fois de sa vie* ».

La campagne est relayée dans la presse officielle. La mode du « *tout halal* » a tendance à favoriser « *l'enlèvement dans l'extrémisme religieux* », affirme encore ce mercredi [le quotidien en langue anglaise Global Times](#), après s'être félicité à plusieurs reprises de mesures contre le radicalisme religieux destinées à éviter que la Chine ne connaisse « *le même sort que la Syrie* ».

Cette répression des musulmans turcophones du Xinjiang a provoqué un tollé y compris chez des alliés de la Chine comme le Pakistan. Elle n'est pourtant pas nouvelle. En 2017, une précédente révision de la loi considérait le port du voile, d'une barbe jugée « *anormale* » ou même le refus de regarder la télévision ou d'écouter la radio d'Etat comme des signes de radicalisation.

Après avoir nié leur existence, la Chine légalise l'utilisation des camps de rééducation pour extrémistes religieux

Après avoir nié l'existence de camps de rééducation dans la province du Xinjian, la Chine vient de légaliser le recours à des camps pour "éduquer et transformer" les Ouïghours.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/apres-avoir-nie-existence-chine-legalise-utilisation-camps-reeducation-pour-extremistes-religieux-emmanuel-dubois-3532106.html>

Atlantico : Après avoir nié l'existence de camps de rééducation dans la province du Xinjiang, la Chine vient de légaliser le recours à des camps pour "éduquer et transformer" des personnes influencées par l'extrémisme, en l'occurrence, les Ouïghours. Comment analyser cette réponse de Pékin aux protestations internationales concernant le sort réservé à ces populations ?

Emmanuel Dubois : Est-ce qu'il s'agit d'une réponse à la pression internationale ? Sans doute en partie, mais il s'agit au moins autant d'un processus interne à la Chine. La loi adoptée en mars 2017 qui prétendait lutter contre la radicalisation était assez floue et laissait les mains libres au Parti. Les buts affichés et la méthode adoptée depuis mars 2017 révèlent la foi du PCC dans sa capacité à éradiquer non seulement le terrorisme mais plus "radicalement" à modeler comme il l'entend les populations qui lui sont soumises.

Les commentateurs occidentaux ont tendance à penser que la répression que la Chine exerce sur les Ouïghours est si violente qu'elle se paiera nécessairement, comme s'il existait

une justice immanente, comme si la férocité du Parti devait nécessairement provoquer le juste soulèvement des musulmans chinois et ainsi être punie un jour. George Orwell, qui dans son ouvrage *1984* imaginait un pouvoir totalitaire éternellement triomphant, ne serait pas d'accord. En outre, le PCC lui-même pense sans doute que sa réponse est la meilleure: il veut transformer pour les rendre meilleurs ce qu'il considère être de mauvais citoyens, qui mettent la religion avant l'Etat et Dieu au-dessus de la Chine. De son point de vue, aussi curieux cela nous semble-t-il, la mise en place de ces centres de rééducation et de transformation des citoyens est une bonne action, une faveur accordée aux Ouïghours pour lesquels on dépense moyens et énergie pour en faire de bons Chinois civilisés. Les membres du Parti envoyé jusque dans les foyers musulmans où ils vivent à demeure et dispensent la bonne parole sont en mission. Ce sont des agents de l'Empire du Bien, avec des caractéristiques chinoises.

Ne peut-on pas voir ici une forme de pied de nez "juridique" adressé à la "communauté internationale" ?

Pour le Parti, la loi n'est qu'un moyen de gouvernement parmi d'autres, en aucun cas "l'État de droit" ne saurait être considéré comme le souverain auquel il devrait se soumettre. Du point de vue de la Chine, "la communauté internationale" n'est en l'occurrence rien d'autre que le porte-voix des États-Unis, pays dont le but est de contenir, voire d'abattre la puissance chinoise. C'est le sentiment dominant aujourd'hui à Pékin.

Qu'est-ce que ce cas d'espèce peut révéler de la faiblesse du multilatéralisme actuel ?

La faiblesse du multilatéralisme, je ne sais pas, mais la faiblesse des réactions internationales, en particulier celle des pays musulmans est frappante. La Malaisie est une exception, il y en a peut-être d'autres, mais en tout état de cause elles restent discrètes. À l'étranger, la Chine peut adopter un discours "inclusif" et respectueux de la diversité des cultures, mais sur son territoire, elle n'éprouve aucun scrupule à mener des politiques coercitives d'assimilation sur des populations qui sont pourtant chez elles.

La Chine légalise les camps de détention pour Ouïghours

<https://www.nouvelobs.com/monde/20181011.OBS3786/la-chine-legalise-les-camps-de-detention-pour-ouigours.html>

Des centaines de milliers de Chinois ouïghours seraient à ce jour détenus en Chine dans des "camps d'entraînement".

La province chinoise du Xinjiang a modifié mardi l'une de ses lois afin d'entériner le recours à des "camps d'entraînement" pour les individus "influencés par l'extrémisme", relate le ["Guardian"](#). Le nouveau texte a une valeur rétroactive.

La Chine nie farouchement la détention d'un million de Ouïgours, contrairement aux accusations portées par plusieurs ONG. Le pays défend cependant sa politique sécuritaire de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. Lors d'une audition devant un Comité des droits de l'homme de l'ONU en août, un responsable chinois avait assuré qu'aucun groupe ethnique ni aucune religion n'était visé en particulier.

"Transformation" des individus

Les nouvelles modifications apportées à la loi viseraient donc à "combattre l'extrémisme" par la "transformation" des individus jugés dangereux pour la société menée au sein de "camps d'entraînement vocationnels". D'anciens détenus ont raconté avoir été contraints de prêter allégeance au président Xi Jinping et à critiquer, voire à renoncer, à leur foi religieuse.

L'une des clauses établit que les centres sont chargés d'enseigner le mandarin et d'offrir une "éducation idéologique" ainsi qu'une "réhabilitation psychologique". Une autre détaille des comportements pouvant justifier la "rééducation" d'un individu. Parmi eux, le refus de regarder la télévision et d'écouter la radio d'Etat, ou encore le port d'une "barbe anormale".

Les autorités chinoises ont par ailleurs engagé une campagne contre la nourriture halal dans la principale ville du Xinjiang. Les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) à Urumqi, la capitale régionale, ont entraîné lundi les fonctionnaires municipaux dans une prestation de serment visant à combattre "jusqu'au bout la mode du halal", selon un article publié par la ville sur les réseaux sociaux.

"Je crois au marxisme-léninisme"

Les cadres du PCC ont reçu l'ordre de reproduire sur leurs comptes personnels le même serment, qui rejette toute croyance religieuse et combat la nourriture conforme aux instructions de la religion musulmane. "Je crois au marxisme-léninisme. Je lève l'étendard et combats jusqu'au bout la mode du halal, ferme dans ma croyance, et même jusqu'à la mort", proclame le serment.

Aux Etats-Unis, un rapport publié mercredi par des élus républicains et démocrates pointe du doigt une "répression sans précédent" menée par les autorités contre la minorité musulmane ouïgoure qui pourrait constituer un "crime contre l'humanité".

L. D. (avec AFP)